

VÉRITÉ

des Peuples

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités

5e mission d'évaluation de la Banque mondiale sur la mise en œuvre du PGCI :

Les acteurs en atelier d'échanges

P.2

Incidents de Mango, une aubaine pour CAP2015 :

Marchés de protestation ou chantage politique ?

P.3



Des membres de CAP2015 dans les rues (Photo archives)

Propos incendiaires et discourtois : le propre de l'ANC :



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

Jean-Pierre Fabre fait l'amalgame

...Tellement remonté qu'on ne l'aurait cru, il s'est lancé dans des propos aux antipodes de la bienséance. Pour ce donneur de leçon qui n'arrête de rêvasser du fauteuil présidentiel, "la violence est consubstantielle au parti RPT/UNIR". Ce sont là, des affirmations fallacieuses qu'un leader de parti politique qui aspire au changement ne doit pas prononcer. Mais Jean-Pierre Fabre n'en a cure de ses objurgations en déclarant également lors de cette manif que, " cette violence est l'expression du terrorisme d'Etat"...

EDUCATION :

Lancement du guide d'organisation méthodique des sorties pédagogiques

P.7



Marcel Toï (g) lors de la cérémonie de lancement...des Guides d'organisation pédagogique

Insécurité au Togo :

L'implication de toutes les forces vives de la nation s'avère nécessaire

P.5

Il ne se passe un jour sans que la problématique de l'insécurité à Lomé et ses environs ne refasse surface. Ce phénomène fait couler beaucoup d'encre et de salives et chacun y va de son commentaire. Le Togo qui, depuis plusieurs années a été un modèle de la sous région ouest africain en matière de sécurité est, en ce moment même, en proie à une insécurité galopante qui ne dit pas son nom...



Le ministre Yark Damehame

Changement climatique : La jeunesse invitée par l'AJVSME pour la protection de l'environnement

La problématique du changement climatique est une évidence qui concerne tous les pays du monde. C'est cette assertion qui a conduit l'Association des Jeunes Volontaires au Services du Monde Environnemental (AJVSME), membre du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) a organisé du 19 au 20 novembre dernier dans la salle de conférence de Blue Zone à Cacao-ville le forum de la PréCOP21 de la jeunesse francophone sur les changements climatiques.

Ouvert par Mme DOGBE Ministre du Développement à la Base de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, ce forum international a vu la participation de plusieurs délégations venues des pays frères.

Ce forum a permis de mobiliser, d'informer, de sensibiliser et d'éduquer la jeunesse francophone d'Afrique sur les bonnes pratiques de lutte contre le changement climatique. Des engagements et résolutions responsables ont été présentés au cours de ce forum. Ce qui permettra dans les jours à venir une implication forte de la jeunesse francophone d'Afrique dans les questions environnementales. Une action qui intègre parfaitement la vision du Togo qui pense que l'engagement citoyen et volontaire de la jeunesse reste un atout incontournable pour relever les grands défis



Photo de famille des participants

de développement, y compris ceux environnementaux. Placé sous le thème " la jeunesse francophone face au changement climatique " ce forum a servi de cadre de démonstration de la capacité des jeunes à faire de leurs différences et divergences des moteurs de développement au service des communautés. Tout en remerciant tout ceux qui de prêt ou de loin ont contribué à la réussite de ce forum, le président de AJVSME M. SETONDJI

Komlan a invité toute la jeunesse francophone à s'appropriée plus des thématiques qui ont été débattus au cours de ce forum pour que le défi sur les changements climatiques soit relevé.

Pour Mme DOGBE il est indéniable que l'inclusion et la participation active des jeunes sont essentielles pour gagner le pari des objectifs de développement durable qui seront amorcés à partir de 2016.

Agbédji

5e mission d'évaluation de la Banque mondiale sur la mise en œuvre du PGCIT : Les acteurs en atelier d'échanges

Du 24 au 25 novembre 2015 s'est tenu un atelier d'échanges des acteurs sur la mise en œuvre du PGCIT dans l'enceinte de l'ODEF à Lomé. Cette rencontre se situe dans le cadre de la 5e mission d'évaluation de la Banque Mondiale. Cet atelier d'échanges est une opportunité pour les acteurs de mesurer non seulement le chemin parcouru dans la mise en œuvre du PGCIT, mais aussi de relever les manquements, les difficultés dans l'exécution des activités à tous les niveaux.

A l'ouverture de la séance, El Hadj Sama Boundjou, Secrétaire Général au ministère de l'Environnement et des ressources forestières, représentant son ministre à rendu un hommage mérité à la Banque Mondiale dont le concours a permis à tous les niveaux d'entamer l'accélération de l'exécution des activités. Il a tout de même exprimé le vœu devant la Banque Mondiale de voir le projet être prorogé. Il a également évoqué la saisie

Suite à la page 6



Photo de famille des participants

Lancement d'une association panafricaine au Togo : L'ASMEDE, montée sur les fonts baptismaux

Partout dans le monde, les crises et des conflits armés sont légion entraînant des milliers de déplacés, des sans abris, des veuves, des handicapés à vie, des enfants de la rue, des orphelins, la famine et la pauvreté la jeunesse Africaine a décidé d'œuvrer au côté de ces personnes souffrantes.

Il est donc impérieux de

prendre la mesure de la chose. C'est fort cela il a été lancée officiellement le vendredi 20 novembre dernier à l'hôtel Palm Beach la jeune Association Panafricaine dénommée ASMEDE (Afrique Solidaire pour Mère-Enfant en Détresse) qui leur apportera assistance.

Créée le 06 septembre

2015, l'ASMEDE est apolitique et ayant un but non lucratif, et vise à promouvoir le bien être de la population surtout démunie et vivant dans la détresse totale. Cette vision passe aussi par la promotion de l'éducation des enfants de la rue, de l'autonomisation économique et de l'auto-emploi des femmes et des jeunes, de développement du secteur agricole, de la formation des jeunes et des femmes au leadership, de l'appui au secteur de la santé, du financement des micro-projets des mères en détresses ainsi que de la scolarisation des enfants en détresse.

Implantée dans six pays africains M. Marc BERTRAND GNATOA président fondateur de l'ASMEDE pense investir petit à petit l'Afrique. Car il estime qu'il est temps que l'Afrique puisse se prendre en charge avec toutes les potentialités dont elle dispose. Inspiré par la crise Ivoirienne, Le président fondateur de l'ASMEDE appelle à la solidarité de tous les Africains pour que les mères et surtout les enfants puissent retrouver la paix et le bon-

heur. Pour bien mener leur action, ASMEDE lance à partir de ce lundi des prises en charge qui seront ouvertes à toutes les personnes nécessitant. Aussi ASMEDE pense construire dans les jours à venir un orphelinat qui abritera les enfants de la rue et ceux vivants dans la détresse.

Des travaux d'adduction d'eau vont être entrepris dans deux villages environnants de la ville de Lomé d'ici deux semaines. Notons que le 12 décembre prochain une très grande cérémonie aura lieu au grand Rex de Lomé. Cérémonie au cours de laquelle le président fondateur et ses autres membres vont accueillir le parrain de l'association qui est le fils du président Equato-guinéen.

Pour ASMEDE cette date sera gravée à jamais dans l'histoire car un prix spécial du social et de l'humanité sera décerné au Président de la République Faure GNASSINGBE pour avoir accepté sur le sol Togolais les populations Ivoiriennes et d'autres.

La rédaction

CITOYENNETE :

Les caniveaux ne sont pas des dépotoirs

La politique des infrastructures routières engagée par le président Faure Gnassingbé continue son bonhomme de chemin. Les routes construites ou réhabilitées répondent aujourd'hui aux normes internationales avec des caniveaux pour faire drainer les eaux en périodes des pluies.

Dans les années précédentes, notre pays a été frappé par des inondations par manque de plan stratégique susceptible de faire éviter ces sinistres. Les autorités du pays y ont pensé.

Aujourd'hui, la donne a changé. Si nous voulons préserver notre pays et vivre dans un environnement sain, il faut arrêter de jeter les



Des ordures

ordures dans les caniveaux. Togolais que nous sommes, nous avons besoin de construire notre pays. Nul ne viendra le faire à notre place.

En période des pluies, nous serons les premiers à crier sur tous

les toits que l'inondation a tué les populations. Or si nous prenons soin d'entretenir nos routes, nous pouvons éviter le pire.

Il est temps de changer de comportements.

VERITE DES PEUPLES

Incident de Mango, une aubaine pour CAP2015 :

Marches de protestation ou chantage politique ?

Depuis sa déconvenue électorale d'avril dernier, CAP2015, qui a positionné Jean-Pierre Fabre, cherchait en vain la formule pour s'afficher. Les événements des 06 et 07 novembre 2015 survenus à Mango à la suite d'un projet de réhabilitation des aires protégées donnent encore une opportunité pour les marcheurs de la république de rééditer une manifestation politique.



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, présidente du CAP2015

Les premiers responsables de ce groupement de partis politiques, avaient annoncé l'organisation des marches de protestation selon eux pour "Soutenir les victimes de l'incident de Mango". Ces manifestations politiques avaient été projetées dans certaines villes du pays à l'instar de Dapaong, Mango, Sokodé, Atakpamé et Lomé.

Le weekend dernier, des militants et sympathisants de ce mouvement étaient dans les rues de Lomé "pour manifester leur témoignage aux familles éplorées". Ils ont emprunté certaines artères de la capitale avant de chuter à la plage en face de l'ancienne présidence,

Jean-Pierre et les siens ont scandé des mots hostiles au régime en place et contre le projet de réhabilitation des aires protégées. Sur les pancartes et banderoles brandies par les manifestants, on notait entre autres: " Non à la protection de la faune au détriment de la vie et de la dignité humaine".

La lassitude a gagné les rangs des manifestants. Seuls quelques jeunes surchauffés se réclamant de la préfecture de l'Oti se faisaient remarquer par des slogans hostiles au projet qui a incité CAP2015 à organiser cette manifestation.

Les Togolais ont bien

compris que les marches politiques ne contribueraient pas à résoudre les problèmes au Togo vu le manque d'engouement dans les rues de Lomé le 21 Novembre dernier.

A 150 km de là, précisément à Atakpamé, Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson et une poignée d'individus à sa solde ont pris d'assaut les rues de la ville avec pour point de chute le quartier Doulassamè à la gare routière de la commune.

La motion ayant sanctionné la marche a été lue par M. Kekeh, membre préfectoral de Cap 2015. Dans son adresse à la foule, il a rap-

pelé certains engagements pris par le gouvernement devant l'UE, en l'occurrence les points 1.4 et 1.6 qui sont relatifs à l'organisation des élections locales au Togo.

Au cours de cette manifestation politique, Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, présidente de CAP2015 s'est appesanti sur un discours politique en appelant la population d'Atakpamé à être plus "vigilante et de rester mobilisée pour arracher la gestion de leur localité lors des élections locales" qui prendront corps incessamment.

Une chose paraît évidente lorsqu'on jette un regard sur ces manifestations du 21 Novembre 2015. Ce sont des individus qui, pris par l'oisiveté sont juste sortis pour se joindre à la danse de ce groupement de partis politiques.

Dans les deux villes, les manifestations se sont déroulées sans aucun impact majeur et les forces de sécurité présentes sur les lieux n'ont aucunement cédé à la provocation des marcheurs. Les marches politiques ont connu leur limite aujourd'hui sur la terre de nos aïeux.

Ces marches deviennent ennuyeuses et lassantes que les observateurs avisés semblent ne plus accorder une importance. Seuls les esprits en quête de sensation cherchent à prendre part à ces manifs.

A l'analyse de tout ce qui précède, Cap 2015, essaie de camoufler sa défaite électorale d'Avril dernier pour déverser sa bile sur le pouvoir en place et se faire un nom sur l'échiquier national et devant la communauté internationale.

C'est une stratégie à fins politiques destinée à rassembler les foules avec des

propos incendiaires à l'encontre du pouvoir. Jean-Pierre sait que les locales auront lieu incessamment. Il faut donc profiter de cet instant pour sensibiliser la population à être de son côté lors de ces échéances.

C'est une peine perdue que d'organiser une marche pour inciter les populations à la révolte car, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'y est personnellement impliqué en ordonnant la suspension de ce projet des aires protégées pour la recherche d'une solution durable.

Ces marches ont eu quel impact si ce n'est pas du folklore médiatico-politique ?

C'est la même chanson, le même trompe-l'œil, la même stratégie et les mêmes chantages qui ont prévalu au cours de ces manifestations du 21 novembre ; en somme du déjà vu. Cap 2015 commençait par s'inquiéter de la dislocation de son groupe qu'il fallait profiter de l'incident de Mango pour se réaffirmer devant les quelques miettes de militants qui sont toujours fidèles à son idéologie. Le Président Faure, dans ce dossier a privilégié le dialogue et tous les acteurs impliqués sont à l'œuvre pour sortir de l'ornière.

Ce qui était paradoxal au cours de ces marches, à Atakpamé, aucune proposition n'a été faite en faveur des victimes de Mango. Seulement Mme Adjamagbo n'a fait que verser dans la délation en demandant à ses troupes d'être mobilisés.

Drôle de stratégie déjà connue. Mais les Togolais ont connu aujourd'hui les simagrées de ces politiciens qui pensent utiliser le peuple pour leur seul intérêt.

Agbédji

VERACITE

Politisation à outrance

Les marcheurs de la république ont réédité leur exploit le weekend dernier à Lomé comme à Atakpamé. Ils ont marché pour se retrouver comme à leur habitude à la plage de Lomé et à la gare routière à Atakpamé.

Ils ont lu des motions et scandé les mots à l'encontre du régime. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est bien l'incident malheureux de Mango. Face à l'incompréhension d'un projet de réhabilitation des aires protégées de la préfecture de l'Oti, les affrontements entre forces de l'ordre et populations hostiles, a entraîné malheureusement la mort de cinq (05) personnes.

Tous les Togolais du nord au sud, de l'est à l'ouest déplorent ces événements douloureux. Toutes les autorités du pays sont à pied d'œuvre pour rechercher des solutions idoines à ce problème qui divise.

Le président Faure s'est personnellement investi dans cette affaire dès qu'il a eu vent de cette mauvaise nouvelle en ordonnant la suspension dudit projet. Nonobstant toutes ces constatations, c'est avec stupéfaction que Cap 2015, un groupement de partis politiques a

utilisé cet événement pour manifester dans les rues de la capitale et à Atakpamé.

Pourquoi saisir cette aubaine à des fins politiques ? Cap 2015, qui vient de sortir d'une défaite électorale d'Avril dernier cherchait en vain la parade pour s'afficher à travers des marches qui sont devenues leur seul motif d'exister sur l'échiquier national.

C'était une occasion inespérée pour Jean-Pierre Fabre et les siens de parler politique en se basant sur l'affaire de Mango. Droits dans leurs bottes, ils demandent que justice soit faite pour les victimes. Le droit de marcher pour exprimer son ras-le-bol est reconnu par la constitution. Mais de guerre lasse, CAP2015, a cherché en vain la formule nécessaire pour envoyer la paisible population dans les rues.

Qu'à cela ne tienne, cette coalition a profité de l'incident pour encore marcher et envoyer des propos discourtois à l'endroit du régime. Mais c'est du déjà vu sur la terre de nos aïeux. Et comme on le dit souvent, le bruit de la mer n'empêche pas les poissons de dormir.

Vérité des Peuples

Pour vos annonces
et publicités
contactez le
90 01 23 51

Propos incendiaires et discourtois, le jeu favori à l'ANC :

Jean-Pierre Fabre fait l'amalgame

La marche de protestation organisée par Cap2015 le 21 novembre dernier à Lomé a donné l'occasion au président national de l'ANC, parti membre de cette coalition, à faire de la diversion. Depuis toujours, M. Fabre se bombe le torse d'être l'homme par qui l'alternance politique peut parvenir au Togo. Il ne manque pas d'opportunité à chaque élection présidentielle de s'autoproclamer vainqueur en dépit des résultats définitifs.



Jean-Pierre Fabre, président ANC

Le weekend dernier, il a fait encore un numéro devant "les marcheurs" en faisant du délire inacceptable. Cette marche selon les premiers responsables de la coalition ont été organisées pour dit-on soutenir les victimes de l'incident douloureux de Mango. Au cours de cette manifestation, à part les banderoles et pancartes qui montraient une certaine propension à l'égard des victimes de Mango et du projet, la stratégie était de mener une campagne d'intoxication contre le régime UNIR.

Il faut faire preuve d'une myopie politique pour ne pas se rendre compte que, Jean-Pierre Fabre a toujours toutes les peines du monde à accepter sa défaite lors de la présidentielle d'avril 2015. La marche était plutôt tournée vers une lapidation du pouvoir. Si quelques jeunes se réclamant de la préfecture de l'Oti ont néanmoins fulminé

leur colère en demandant le départ du préfet de la localité, en ce qui concerne M. Fabre, chef de file de l'opposition, son objectif était purement et simplement imbu d'invectives à l'endroit du parti au pouvoir.

Tellement remonté qu'on ne l'aurait cru, il s'est lancé dans des propos aux antipodes de la bienséance. Pour ce donneur de leçon qui n'arrête de rêvasser du fauteuil présidentiel, "la violence est consubstantielle au parti RPT/UNIR". Ce sont là, des affirmations fallacieuses qu'un leader de parti poli-

tique qui aspire au changement ne doit pas prononcer. Mais Jean-Pierre Fabre n'en a cure de ses objurgations en déclarant également lors de cette manif que, " cette violence est l'expression du terrorisme d'Etat".

Nous sommes tombés des nues de constater que celui qui pense nous diriger un jour se comporte comme un vulgaire élément en accusant sans aucune preuve les sommités de l'Etat.

Fabre dont les propos belliqueux sont toujours connus doit-il enfin changer de stratégie s'il veut réelle-

ment diriger le pays ? En politique, il faut faire les choses avec tact car les adversaires politiques ne sont pas des ennemis. Nous comprenons pourquoi la semaine dernière, Eric Dupuy, un lieutenant de Fabre sur une radio de la place a lui aussi doigté le chef de l'Etat dans cet incident malheureux. Ceci vient conforter l'idée selon laquelle, à l'ANC, c'est le jeu des propos incendiaires qui fait l'idéologie du parti. Mais s'il faut utiliser ce créneau pour espérer accéder à la magistrature suprême, on restera un opposant éternel car le monde évolue et l'électorat a besoin de connaître le programme de société d'un parti politique avant de pouvoir le plébisciter.

Seuls les militants à la solde de ce parti peuvent croire à un tel délire. Le chef de l'Etat n'a aucune main souillée dans cette affaire il a plutôt fait preuve d'ouverture lorsqu'il a appris la mauvaise nouvelle en demandant instamment que l'on sursoit à ce projet avant

toute discussion.

Le chef de l'Etat a un amour profond pour son peuple. C'est pourquoi, il ne lésine pas sur les moyens lorsque la sécurité des citoyens est menacée. C'est la politique politicienne que Jean-Pierre Fabre a voulu étaler aux yeux de ses militants en jetant du discrédit sur le pouvoir qui n'a rien à avoir dans ce dossier mais qui ne le lâche pas prise dans la recherche de solutions.

Jean-Pierre Fabre a-t-il eu l'amabilité de faire une proposition concrète pour les manifestants originaires de la préfecture de l'Oti si réellement la marche était destinée à les soutenir ? Il est temps que CAP 2015, arrête de jouer avec les nerfs du peuple qui a déjà beaucoup souffert avec les promesses utopiques. Comme de l'eau sur le plumage d'un canard, les propos de Jean-Pierre Fabre ne peuvent avoir aucun impact car le parti UNIR reste serein et imperturbable.

BINA MALE

L'image des universités du Togo au beau fixe :

Des enseignants-chercheurs togolais admis au concours d'agrégation

De nos jours les enseignants chercheurs des universités du Togo grâce à leur vision sont arrivés à braver les anciennes pratiques pédagogiques et administratives, pour engager résolument l'université de Lomé et de Kara sur la voie de la réforme LMD.

C'est dans ce sens que, le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) a décoré les enseignants chercheurs qui se sont fait remarqués au cours de leur carrière, en les élevant à différentes distinctions de l'Ordre International des Palmes Académiques.

Cette cérémonie a été organisée le 18 novembre dernier à l'Auditorium de l'Université de Lomé avec la participation du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et du corps enseignant des univer-



Nicoué Broohm, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

sités de Lomé et de Kara ainsi que les récipiendaires de l'Ordre Internationale des Palmes Académiques.

L'université Africaine est le lieu de tous les défis. Au-delà de l'excellence, il faut renforcer la professionnalisation, améliorer le service à la communauté pour être en phase avec ses besoins lorsque les ressources dispo-

nibles se raréfient.

C'est cette mission que s'est donné la plus part des enseignants chercheurs des universités du Togo. Une mission pour proclamer l'excellence en tant qu'exigence quotidienne, la vérité et la transparence dont proviennent l'esprit critique, la rigueur intellectuelle, l'acceptation de la confronta-

tion des points de vue ainsi que le sens du bien commun, la liberté dans le respect des lois et des obligations universitaires, l'équité envers tous, en toutes choses et en toutes circonstances, et enfin le savoir vivre ensemble.

C'était une occasion pour le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche d'exprimer ces vives félicitations aux nommés pour la reconnaissance ainsi méritée au-delà de leurs universités respectives. Il a promis de figurer leurs noms dans le palmarès très honorable des Maîtres de la Science et de la sagesse dans leur espace communautaire, et qui permettront d'inspirer des générations entières d'étudiants, de jeunes enseignant-chercheurs, de décideurs politiques et divers acteurs du développement économique et social du pays.

Koffi Mensah

VÉRITÉ
des Peuples

Récépissé n°0456 du
12/06/12/HAAC

Directeur de Publication:
ALASSANI Antarou
Tél: 90 01 28 51
antaroualassani@yahoo.fr

Rédaction :
Ibrahim DJANEYE
Koffi MESSAN
Michael Lecharme
Prosper Tiza

Siège:
Rue marché Agoè
Assiyéyè, non loin de
l'Institut Kouvahey
BP:1325 Lomé-TOGO

Imprimerie: G.P.L.
Tirage: 1.000 exemplaires

Insécurité au Togo :

L'implication de toutes les forces vives de la nation s'avère nécessaire

Il ne se passe un jour sans que la problématique de l'insécurité à Lomé et ses environs ne refasse surface. Ce phénomène fait couler beaucoup d'encre et de salives et chacun y va de son commentaire. Le Togo qui, depuis plusieurs années a été un modèle de la sous région ouest africain en matière de sécurité est, en ce moment même, en proie à une insécurité galopante qui ne dit pas son nom.



Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Ce phénomène ne cesse de donner des sueurs froides à la population, les forces de sécurité qui sont appelées à assurer la sécurité des personnes et des biens et partant tout le gouvernement Klassou.

Comment en est-on arrivé à cet état de fait sur la terre de nos aïeux ? Pourquoi en cette fin d'année, l'insécurité suscite débats au sein de la population, de la société civile, des leaders de l'opinion ? Qu'est-ce qui ne fonctionne plus dans le dispositif sécuritaire mis en branle depuis des années pour traquer les malfrats ? Y-a-t-il eu sabotage de l'arsenal

sécuritaire pour que l'on assiste aujourd'hui à des dérives dans les rues de Lomé ? Pourquoi à la moindre incartade, la population livre les présumés voleurs à la vindicte populaire en faisant fi de l'existence de la police, la gendarmerie et la justice ? Toutes ces questions n'en finissent pas de triturer les méninges des Togolais qui passent du coup à des spéculations.

Une autre frange de la population indique que la police manque de moyens logistiques pour venir à bout

des malfrats. Selon certaines indiscretions, le dispositif sécuritaire mis en place depuis le passage du Général Atcha Titikpina au ministère de la sécurité se trouve être écorné et pour cause, nombreux sont les éléments qui ont été mutés de leurs postes.

Ces informations sont encore à vérifiées puisque, même si c'est le cas, nous ne doutons pas de la capacité, la compétence, la détermination et la promptitude par laquelle le ministre Yark agit dans l'intérêt de la nation en

matière de sécurité.

En homme de terrain, très futé et averti, il a toujours relevé le défi sécuritaire au Togo avec ses collaborateurs qui s'y mettent pour l'apaisement au Togo. Si aujourd'hui, ce phénomène devient difficile à gérer, nous osons croire qu'il y a une faille quelque part.

Des taupes mouillées jusqu'au cou, pensent saper les efforts du ministre Yark Dahemane qui est sous l'autorité avisée du président Faure, pour des raisons qu'on ignore.

Une autre tendance indique qu'il y aurait un froid sidéral entre les acteurs de la sécurité pour qu'on remarque aujourd'hui cette montée d'insécurité.

Même si cela s'avérait, nous pensons que dans le cas d'espèce, le directeur de la gendarmerie et comme celui de la police nationale doivent vouer un respect inégalable à leur ministre de tutelle pour que ce phénomène soit bouter hors de nos frontières. Nul n'a intérêt à assister au pourrissement de la situation.

Si, l'insécurité grandissante est devenue le sujet de prédilection de tous les Togolais, c'est l'image du Togo qui se trouve être écornée aux yeux du monde. Il est inutile de mettre à nus les efforts du colonel Yark en cette fin d'année car ceux qui pensent le faire salissent l'image du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, premier magistrat et premier responsable du Togo. Toutes les forces vives de la nation, que se soient les acteurs de la sécurité, la police, la gendarmerie et tous leurs responsables, la population qui subit les affres des malfrats, chacun en ce qui le concerne doit s'impliquer davantage.

Certes le ministre Yark a été toujours pointé du doigt mais si nous restons les bras croisés en attendant la formule magique, il serait trop tard de réagir.

Chacun doit jouer sa partition en aidant la police à faire son travail. Et en le faisant, on rehausse l'image de notre pays devant la communauté internationale.

Alassani

Journée porte ouverte de la fonction publique :

Belle initiative mais beaucoup d'efforts restent à faire

Il n'est un secret de polichinelle pour personne. L'administration togolaise souffre des maux dont, la lourdeur et le formalisme excessif des procédures ainsi qu'une faible circulation de l'information. Une situation qui constitue un handicap au bon fonctionnement de l'administration publique Togolaise.

Pour éviter ces genres de situations, et promouvoir une culture administrative qui sera fondée sur la célérité et le professionnalisme, il a été organisé du 17 au 19 novembre dernier une journée porte ouverte de la fonction publique.

Ouvert par Gilbert BAWARA ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative, cette journée a permis d'informer les usagers et surtout d'identifier les services qui pourront leur être délivrés très rapidement sur une période couvrant les mois de novembre et décembre

2015.

Les enquêtes d'opinion menées sur le terrain ont révélé que parmi les usagers des services publics, 75% des sondés estiment que les services publics dont ils bénéficient sont peu satisfaisants. Les nombreux contrôles, résultats des pratiques bureaucratiques sans délégations de tâches, engendrent une lenteur dans l'exécution des tâches qui paralyse la gestion courante de l'administration et la mise en œuvre des actions de développement.

Ces disfonctionnements s'expliquent par la mauvaise application des normes organisationnelles et fonctionnelles et aussi par la forte concentration des pouvoirs au sein de l'administration.

En outre la circulation de l'information s'effectue avec difficultés, les moyens de reproduction (photocopieur, fax, téléphone...) sont rares et parfois même inexistant.



Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique

Aussi des maux comme le favoritisme, le clientélisme, népotisme et corruption, le manque de coordination et de synergies entre les services, la multiplicité et illisibilité des textes législatifs et réglementaires ainsi que des procédures sont autant de tares et d'antivaleurs qui minent l'administration publique.

Redonner à l'administration publique Togolaise ses

lettres de noblesse est l'objectif que s'est fixé le ministre Gilber BAWARA qui a eu à faire ses preuves un peu partout où il est passé. L'administration et les services publics ne répondent pas encore pleinement aux attentes des citoyens et des usagers. Bien que ce tableau soit sombre, "l'espoir est permis" selon le ministre. Car il reste convaincu que par rapport à cette première édition, et

suite aux observations, aux réflexions et aux prépositions des uns et des autres, ils seront à l'écoute des préoccupations et attentes des usagers dans la perspective des initiatives et des actions que le gouvernement entend mettre en œuvre pour rénover l'administration et améliorer la qualité des services publics du pays.

Lors de cette journée porte ouverte dont l'initiative est à saluer, le ministre Bawara a expliqué combien il est nécessaire de bâtir une administration et des services publics modernes, performants, de proximité, de meilleure qualité et aussi mieux accessible.

Au cours de ces trois jours plus de 2000 certificats de nationalité et 500 jugements supplémentifs et rectificatifs ainsi que 600 passeports et 600 cartes nationales d'identité ont été délivrés sur place à la population.

Alassani

10ème FED 2013-2015 : L'UE appuie le Togo à hauteur de 10 milliards de FCFA

Les relations entre le Togo et l'Union Européenne sont au beau fixe. Le président Faure Gnassingbé, depuis son accession à la magistrature suprême fait des efforts en matière de réformes économiques pour hisser son pays dans le firmament du développement économique.

Fort de ce constat pertinent, l'UE vient d'annoncer un décaissement de 10 milliards de FCFA en faveur de notre pays. C'est en somme un appui budgétaire qui résulte du Xe FED (2013-2015). Les informations en notre possession précisent que cet appui devrait être versé en 3 tranches sur une période donnée.

Selon les explications fournies par M. Nicolas Berlanga-Martinez, les 10 milliards comprennent les tranches de 2014 et 2015 puisque l'année dernière, les



Nicolas Berlanga-Martinez, chef de la Délégation de l'UE au Togo

conditions n'étaient pas remplies.

L'ambassadeur de l'UE au Togo a également expliqué la décision de son institution de soutenir financièrement le Togo "Nous sommes les seuls à le faire en l'absence d'un programme avec le FMI afin d'assouplir les tensions budgétaires de cette fin de l'année et de contribuer ainsi à la paix sociale" a expliqué le we-

kend dernier M. Nicolas Berlanga-Martinez à notre confrère en ligne Republicoftogo.com.

C'est une bonne nouvelle qui réjouit les autorités du pays qui s'évertuent pour que le Togo accède au développement économique quand on sait que, ces fonds seront décaissés avant la fin du mois de décembre.

Koffi Mensah

Développement à la base : Le FNFI connaît un succès

Le gouvernement togolais sous la houlette du ministère du développement à la base s'illustre positivement pour sortir les Togolais de la pauvreté. Le FNFI crée à cet effet en est la preuve. Aujourd'hui, près de 700 000 Togolais ont déjà bénéficié de ce projet très promoteur. Ce fond a été lancée, il ya de cela deux ans, mais c'est un succès général au sein de la population.

équitable de la richesse nationale"

Aujourd'hui, il est aisé de constater la détermination des jeunes qui se battent pour avoir une indépendance financière grâce au FNFI. Le projet entend atteindre les 2 millions de bénéficiaires d'ici 2018.

Pour les premiers responsables de ce fond, le taux de remboursement est satisfaisant et atteint les 90%.



Mme Victoire Dogbé, ministre du Développement à la Base

L'objectif que s'est fixé ce projet est de permettre aux plus démunis de développer les activités génératrices de revenus. Mme la ministre du développement à la base, Victoire Tomegah-Dogbé n'a pas manqué de souligner parlant des impacts de ce fond que " La finance inclusive est un mécanisme de rétribution

C'est une bonne nouvelle qui ne peut que réjouir les initiateurs en l'occurrence Mme Tomegah-Dogbé.

Le FNFI s'appuie principalement sur certains établissements de micro finance et bénéficient aussi de l'appui financier du gouvernement de la BAD et de la BOAD.

Alassani

16e session du dialogue politique entre le Togo et l'UE : L'UE accompagne le Togo dans le processus d'évolution démocratique

Présidée par M. Robert Dussey, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, la 16e session du dialogue politique entre le Togo et l'UE s'est tenu à Lomé, vendredi dernier en présence des représentants des pays Européens tels que l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne.



Nicolas Berlanga-Martinez, chef de la Délégation de l'UE au Togo



Robert Dussey, Chef de la diplomatie togolaise

Cette réunion annuelle entre les dirigeants Togolais et Européens s'inscrit dans le cadre de faire le point des évolutions politiques au Togo. Au cours de cette rencontre, l'ambassadeur de l'UE au Togo, M Nicolas Berlanga-Martinez s'est félicité de la non-violence qui a prévalu lors de l'élection présidentielle d'Avril dernier au Togo.

Il a tout de même reconnu la nécessité d'organiser les élections locales, base d'une démocratie décentralisée. " Le moment est venu de relancer le chantier des réformes politiques et de la décentralisation. Nous observons dans le pays, notamment dans les villes où il

existe les délégations spéciales, un désir qui importe l'expression démocratique des élus locaux à travers des élections" a souhaité l'ambassadeur de l'UE lors de cette 16e session.

Fort de ce constat, l'UE est déterminée à poursuivre le dialogue et la concertation avec le Togo dans le but d'améliorer la qualité des relations et d'accompagner le processus d'apaisement politique et de démocratisation. Au menu des discussions, les participants ont également évoqué des questions liées à la sécurité.

L'UE est engagée à accompagner l'UA dans l'or-

ganisation du sommet sur la sécurité maritime et le développement qui devrait avoir lieu en 2016.

Outre ces points, la crise migratoire qui secoue l'Europe présentement et l'état du système judiciaire ont été débattus.

Soulignons que, plusieurs membres du gouvernement ont pris part à cette 16e session du dialogue politique périodique instituée conformément à l'article 8 de l'accord de partenariat ACP/UE pour échanger sur les questions politiques, économiques et sociales.

Alassani

5e mission d'évaluation de la Banque mondiale sur la mise en œuvre du PGCIT : Les acteurs en atelier d'échanges

Suite de la page 2

des comptes à AGAIB Maritime en remerciant la représentante résidente de la Banque Mondiale dans l'accompagnement du gouvernement pour une issue heureuse.

Fort de cela, Monsieur le Secrétaire Général a lancé un appel pressant aux partenaires d'exécution du PGCIT pour que la mise en œuvre des activités soit effective.

Pour finir, M. Boundjow a émis l'espoir de voir ces échanges aboutir à des résultats satisfaisants. Durant deux jours, les participants auront à se pencher sur des thématiques pertinentes avec une visite de terrain qui est prévue pour

trois jours. Le coordinateur du PGCIT M. Morou Amidou a expliqué que, les projets communautaires d'adaptation climatique ont eu un écho favorable au sein des communautés. Selon lui, près de 420 sous-projets ont été élaborés mais seulement 68 qui ont eu un financement. Ceci prouve à suffisance que les communautés attachent un intérêt particulier à ces projets. Mais l'impact des changements climatiques sont sans cesse croissants où les gens ont besoins pour faire une agriculture durable.

Cet atelier vient à point nommé apporter un palliatif aux problèmes qui posent aux communautés.

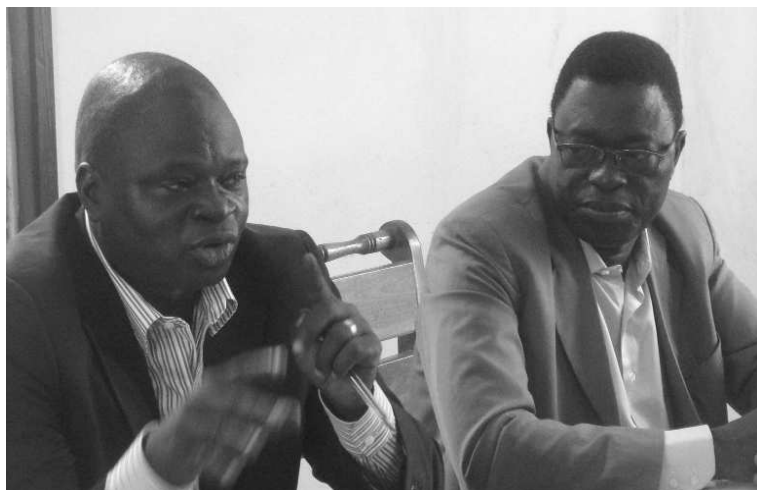
Michael Lecharme

EDUCATION :

Lancement du guide d'organisation méthodique des sorties pédagogiques

Après un constat pertinent selon lequel, les sorties pédagogiques et principalement lors des foires ne profitent pas suffisamment aux élèves et pour pallier au plus pressé à ce déficit, le CNT/EPT-Togo (Coalition Nationale Togolaise pour l'Education pour Tous au Togo), avec la contribution scientifique des acteurs assermentés et l'appui des doctorants à l'INSE, a sorti le guide d'organisation méthodique des sorties pédagogiques.

Le lancement de cet ouvrage a eu lieu à la DIFOP à l'Université de Lomé, hier 24 Novembre 2015. Ce guide de 66 pages est composé de trois parties à savoir, les conditions générales d'organisa-



Marcel Toï (g) lors de la cérémonie de lancement...

tion des sorties pédagogiques, les sorties pédagogiques à la foire et l'initiation des élèves à la recherche.

Ce document retrace les conditions des sorties pédagogiques susceptibles de concilier les compétences nouvelles des apprenants.

Il a pour objectif primordial d'aider l'enseignant

dans l'acquisition des capacités d'investigation indispensables à l'expression de jugement éclairé du citoyen d'aujourd'hui et de demain. Il est également mis à la disposition de tous pour l'appropriation des expériences vécues sur le terrain et la traduction des théories apprises.

Aujourd'hui, il est connu



...des Guides d'organisation pédagogique

de tous que, les difficultés sont légion pour les apprenants à pouvoir profiter scolairement de ces sorties par manque de documentation des enseignants.

Ce document vient donc à point nommé relever le défi qui s'impose aux acteurs de l'éducation. Soulignons que, Marcel Toï, l'auteur de cet ouvrage,

journaliste à la TVT est aussi président des journalistes et communicateurs spécialisés en Education depuis Novembre 2007 et présentateur de l'émission Carnet Scolaire depuis 1999. Il est également le coordinateur national de la CNT/EPT depuis 2012.

La Rédaction

L'émergence d'une économie sous-régionale :

Un atelier régional sur la facilitation des échanges s'y est planché

Aujourd'hui, aucun pays ne peut émerger sans le commerce qui est l'un des moteurs essentiels de la prospérité économique. Mais le système commercial est menacé par des actes terroristes. C'est donc une préoccupation majeure des opérateurs économiques qui sont souvent victimes des tracasseries administratives et douanières aux postes de frontières et qui fragilise l'économie. C'est face à cette situation que l'Office Togolaise des Recettes(OTR) en collaboration avec le ministère de l'Economie des Finances et de la Planification du Développement a organisé le 17 novembre dernier un atelier régional sur la facilitation des échanges.

L'objectif était d'aiguillonner les échanges commerciaux internationaux, de renforcer la compétitivité économique des Etats et d'amener les administrations douanières à se moderniser.

On notait la présence du ministre de l'économie, des finances, le commissaire général de l'Office Togolaise des Recettes, du commissaire général des douanes Togolaise ainsi que du représentant des Douanes chinoises.

Le problème des barrières tarifaires sont toujours d'actualité au niveau de la sous-région. Les opérateurs économiques sont confrontés aux difficultés de flux de marchandises qui leur génèrent des frais supplémentaires. Tout ceci favorise des pratiques anormales et qui freinent la mise en œuvre des politiques commerciales

des gouvernements et qui engendrent des pertes importantes de recettes au niveau des Etats.

Sous l'autorité avisée du chef de l'Etat, le Togo a compris la nécessité, de protéger, de sécuriser et de faciliter une bonne circulation des marchandises.

Avec la nouvelle configuration du port autonome de Lomé, la construction de la nouvelle aéroport, la réhabilitation et la construction des routes on remarque une fluidité au niveau des opérations de transport de marchandises en transit vers les pays sans littoral.

Pour accélérer et simplifier les procédures, il a été mise en place la Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE-TOGO), une plateforme de haute technologie capable

de gérer tous les mouvements de marchandises quel que soit le mode de transport.

C'est dans cette quête de modernisation des infrastructures de transport, que le gouvernement togolais a ratifié le 1er octobre 2015 l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) qui est un enjeu crucial pour l'économie.

Une facilitation qui a pour objectif d'établir des normes qui assureront la

sécurisation de la chaîne logistique à l'échelle mondiale en vue de promouvoir certitude et prévisibilité, de rendre possible la gestion intégrée de la chaîne logistique pour tous les modes de transport ; de renforcer le rôle, les fonctions et les capacités de la douane à pouvoir relever les défis et à tirer parti des opportunités du 21ème siècle ; de renforcer la coopération entre les administrations douanières pour qu'elles puissent améliorer leur capacité à déceler les envois à haut risque et aussi de renforcer la coopération douane-entreprise.

C'est par rapport à tous ces objectifs que le ministre

de l'économie et de la planification de développement a eu à féliciter tous les participants qui ont bien voulu accepter de prendre part à cet atelier afin de renforcer leur connaissance pour le bien fondé des pays de la sous-région.

Ces félicitations sont allées aussi aux experts de l'OMD et de l'OMC qui ont eu à partager leur expérience avec les participants.

Pour le commissaire général de l'OTR il faut une dynamique de collaboration pour que la mise en œuvre de l'accord sur la facilitation des échanges puisse être effective

EDJAHO

L'info ? Le reflexe :

ELITES D'AFRIQUE

Un regard professionnel sur l'info du Togo et d'Afrique

www.elafrik.com

(00228) 22 32 47 54 / 91 44 84 24 / 98 65 60 50

contact@elafrik.com / newsdeelite@gmail.com



**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU**

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU 0201



FEDERER POUR BATIR
www.citr.lg